

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

CAMEROUN/ELECTIONS

Après deux reports, le Cameroun a finalement annoncé dimanche la tenue d'élections législatives et municipales le 9 février 2020 alors que le pays est confronté à une grave crise dans ses zones anglophones et fait également face aux attaques jihadistes de Boko Haram.

BURKINA/JIHADISME

Trois assaillants ont été abattus hier à Foutouri, dans l'est du Burkina Faso, lors d'une "vigoureuse riposte" à une "attaque terroriste" contre un détachement militaire, a annoncé l'état-major des armées.

"A l'aube du lundi 11 novembre, aux environs de 5h du matin, le détachement de Foutouri (province de la Komandjari), agissant dans le cadre du Groupement des forces pour la sécurisation de l'est et du centre-est, a été la cible d'une attaque terroriste", a indiqué l'armée dans un communiqué.

JAPON/MAISON IMPÉRIALE

Des dizaines de milliers de personnes brandissant le drapeau japonais ont acclamé dimanche le nouvel empereur Naruhito et l'impératrice Masako, qui se sont élancés pour un rarissime défilé en décapotable à travers Tokyo, sous un grand soleil d'automne.

ESPAGNE/LÉGISLATIVES

Le Premier ministre socialiste sortant Pedro Sanchez a remporté dimanche les quatrièmes législatives en quatre ans en Espagne mais, affaibli, n'a pas amélioré ses chances de gouverner alors que le parti d'extrême droite Vox est devenu la troisième force politique du pays, à la faveur de la crise catalane.

IRAK/VIOLENCES

Trois manifestants ont été tués dimanche dans le sud de l'Irak et des dizaines blessés par les forces de l'ordre qui tiraient dans le centre de Bagdad devenu un champ de bataille, la mobilisation se maintenant malgré le risque d'un "bain de sang".

La Bolivie sans président après la démission forcée d'Evo Morales

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LA Bolivie est depuis dimanche dernier sans président de la République. Ce pays d'Amérique du sud a vu son président, Evo Morales, rendre son tablier de chef de l'Etat. Cédant ainsi à trois semaines de violentes manifestations. Et à la pression de l'armée, et son chef d'état-major qui lui ont retiré son soutien.

Cette situation ouvre la parenthèse, jusqu'à l'organisation d'une présidentielle anticipée, à une vacance de pouvoir. Ce d'autant plus que les successeurs prévus par la Constitution en cas de départ du président ont, en effet, tous démissionné avec lui : le vice-président Alvaro Garcia, la présidente et le vice-président du Sénat et le président de la Chambre des Députés.

Dimanche soir, la deuxième vice-présidente du Sénat, l'opposante Jeanine Anez, a revendiqué son droit à devenir chef de l'Etat par intérim. "Je suis la deuxième vice-présidente et dans l'ordre constitutionnel, je devrais assumer ce défi [de la présidence de la République] avec le seul objectif d'appeler à de nouvelles élections", a-t-elle dit sur la télévision Unitel. Mais rien encore n'a été décidé dimanche.

Il faut avouer que Evo Morales s'était retrouvé de plus en plus isolé alors que la crise politique s'accélérait brutalement dans le pays andin où grève générale et manifestations paralysaient l'activité depuis une dizaine de jours.

Mais le coup fatal a été porté par l'armée et la police, qui lui ont retiré leur soutien dans l'après-midi. L'appelant, par la voix du chef de l'armée bolivienne, le général Williams Kaliman, à démissionner "pour le bien de la Bolivie". A La Paz et à El Alto, une ville proche de la capitale bolivienne et favorable à Morales, l'annonce de sa démission a été accueillie



Les symboles de la présidence Morales retirés par les manifestants

par des violences. Le jour de l'annonce de sa démission, Evo Morales a reçu le soutien immédiat des présidents cubain et vénézuélien,

Miguel Diaz-Canel et Nicolas Maduro, ainsi que du président élu argentin Alberto Fernandez, qui ont dénoncé un "coup d'Etat". Hier, c'est Moscou qui a

dénoncé les "violences déclenchées par l'opposition" et une série d'événements qui "ont pris une tournure rappelant le scénario d'un coup d'Etat".

"Mon péché est d'être indigène, un producteur de coca"



Evo Morales, entouré des siens, annonçant sa démission de la présidence de la Bolivie.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Je renonce à mon poste de président", c'est par ces mots que Evo Morales, le premier indigène à accéder à la fonction suprême dans toute l'Amérique du sud, a annoncé sa démission dimanche. Tournant ainsi une page historique de 13 ans à la tête de la République de Bolivie. D'ailleurs, lors de sa déclaration, il n'a pas manqué d'évoquer ses origines. Retranché dans son fief

politique, la zone de production de feuille de coca de Chimoré, dans la région de Cochabamba (centre), Evo Morales a affirmé : "Mon péché est d'être indigène, un producteur de coca".

Juan Evo Morales Ayma, dit Evo Morales est né dans la misère le 26 octobre 1959 dans l'Altiplano. Cet ancien berger de lamas avait gravi les échelons syndicaux jusqu'à devenir le 22 janvier 2006, le premier chef d'Etat indigène du pays. En 2009, il est réélu avec 64,1 % des voix, tandis que son parti ob-

tient la majorité absolue dans les deux Chambres, puis en 2014 avec 61,4 %. La chute de son aura commence en 2016. Cette année-là, il perd un référendum institutionnel devant lui permettre de briguer un quatrième mandat présidentiel, mais une décision du Tribunal constitutionnel, passant outre ce référendum, l'y autorise. Candidat à l'élection présidentielle de 2019, il est proclamé réélu par les résultats officiels avec 47,1 %, mais se résout à la tenue d'un nouveau scrutin après des manifestations de masse émaillées de violences. Depuis trois semaines, ces manifestations, dans toutes les villes du pays, ont connu un pic au point d'amener l'armée à le lâcher et à le pousser vers la sortie. Ce qui a été fait le 10 novembre 2019.

Evo Morales était connu pour être un président socialiste luttant contre les discriminations. En effet, il a mis en place des politiques d'égalité de répartition des richesses dans son pays. Proche des dirigeants du Venezuela, de Cuba et de Moscou, ses prises de position contre le capitalisme en ont fait une sorte d'icône chez lui et dans les pays socialistes.